

Comptes du secteur non-financier pour le deuxième trimestre 2021

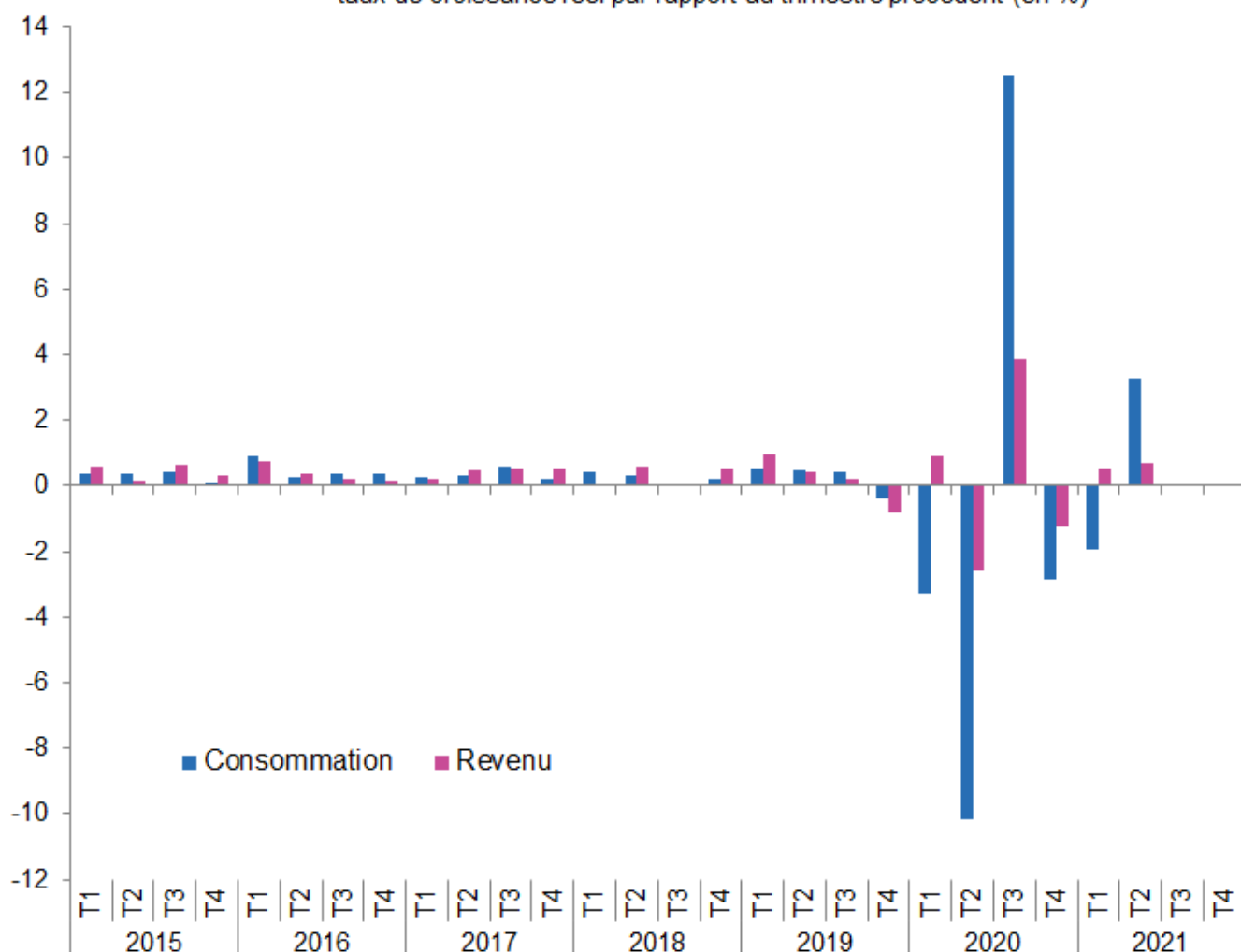
La consommation réelle des ménages par habitant a augmenté dans la zone euro et dans l'UE

Hausse du revenu réel par habitant dans la zone euro et dans l'UE

Au deuxième trimestre 2021, la consommation réelle des ménages par habitant a augmenté de 3,3% dans la **zone euro**, après une diminution de 2,0% au trimestre précédent. Le revenu réel des ménages par habitant a augmenté de 0,7% au deuxième trimestre 2021, après une augmentation de 0,6% au premier trimestre 2021.

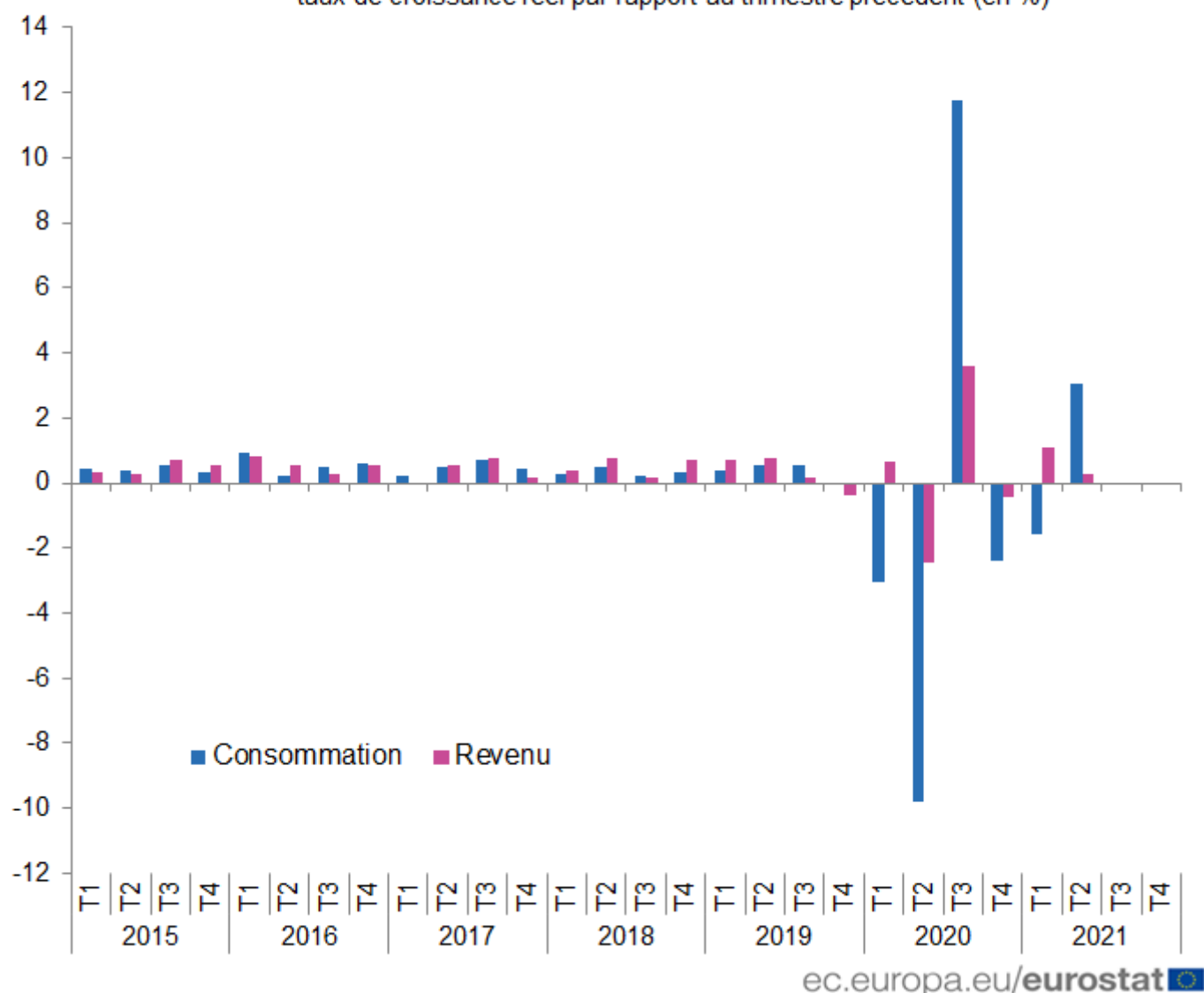
Ces données proviennent d'un ensemble détaillé de comptes sectoriels européens trimestriels désaisonnalisés, publié par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**.

Consommation et revenu des ménages par habitant, zone euro
données corrigées des variations saisonnières,
taux de croissance réel par rapport au trimestre précédent (en %)



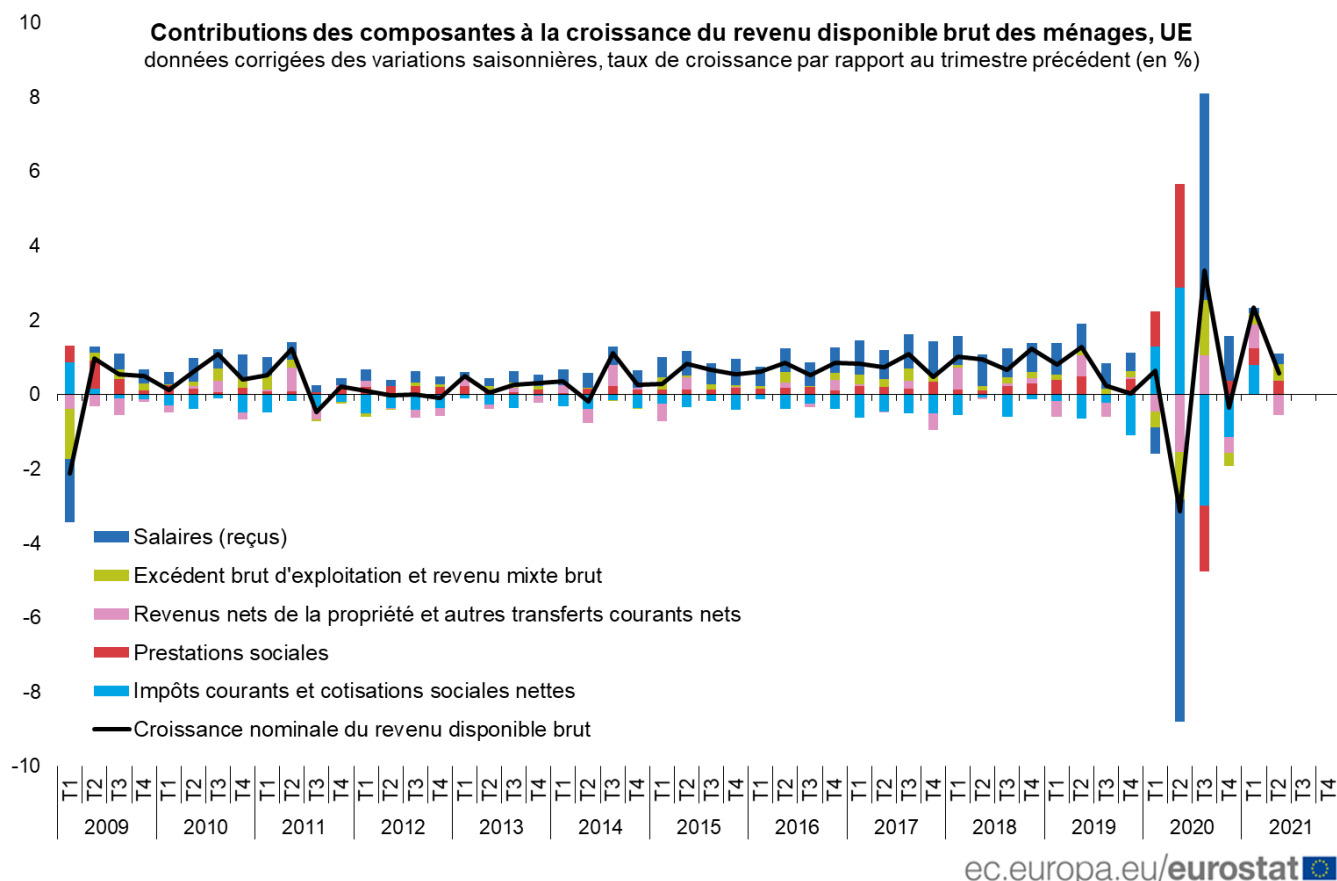
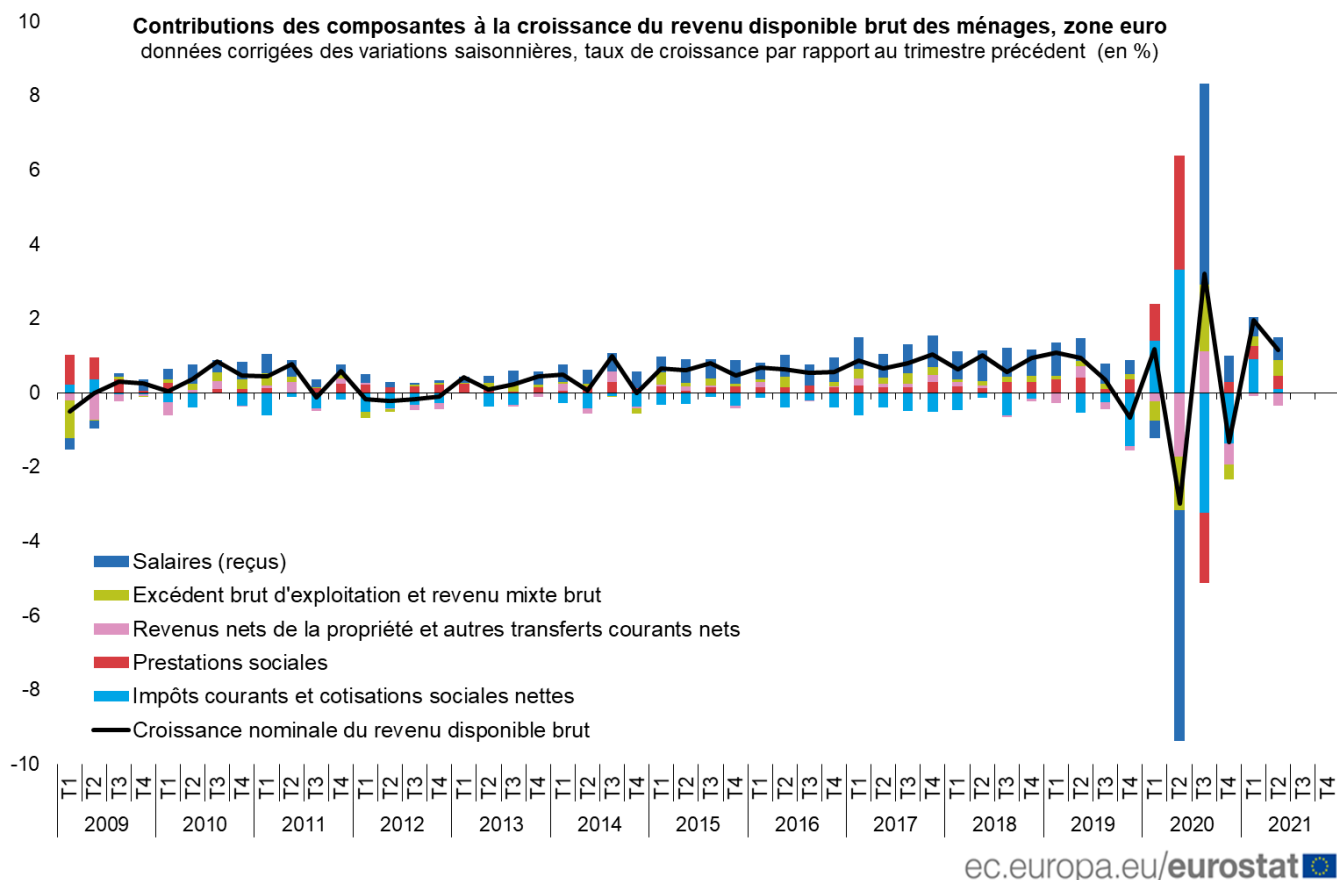
Dans l'**UE**, la consommation réelle des ménages par habitant a augmenté de 3,1% au deuxième trimestre 2021, après une diminution de 1,6% au trimestre précédent. Dans le même temps, le revenu réel des ménages par habitant a augmenté de 0,3% au deuxième trimestre 2021, après une hausse de 1,1% au premier trimestre 2021.

Consommation et revenu des ménages par habitant, UE
 données corrigées des variations saisonnières,
 taux de croissance réel par rapport au trimestre précédent (en %)



Revenu disponible brut des ménages et ses composantes

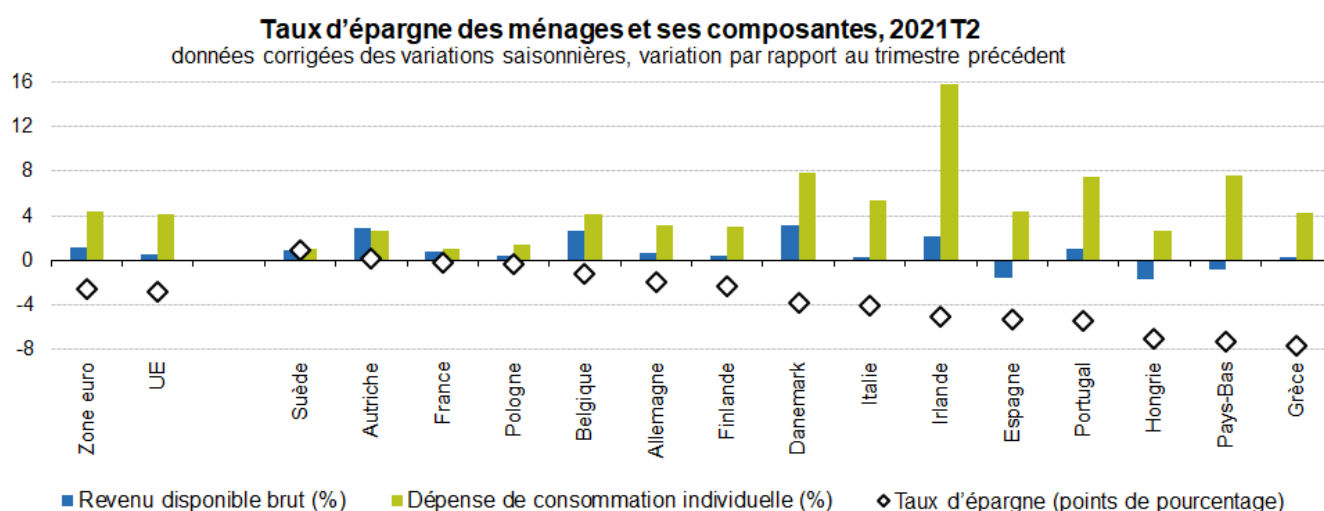
Au cours du deuxième trimestre 2021, le *revenu disponible brut* des ménages (corrige des variations saisonnières) a augmenté de 1,1% dans la **zone euro** et de 0,6% dans l'**UE**. L'apport le plus important était celui des *rémunérations des salariés (reçues)* dans la zone euro, tandis que l'*excédent brut d'exploitation et le revenu mixte brut* a été l'apport le plus important dans l'UE. Dans le même temps, les *revenus nets de la propriété et autres transferts courants nets* était l'apport négatif le plus important dans la zone euro et dans l'UE.



Taux d'épargne des ménages en augmentation dans la zone euro et dans l'UE, variable dans les États membres

Au deuxième trimestre 2021, le taux d'épargne a diminué de 2,6 points de pourcentage (pp) dans la **zone euro** par rapport au trimestre précédent. Dans l'**UE** le taux a diminué de 2,8 points de pourcentage.

Le taux d'épargne des ménages a diminué dans treize des quinze États membres pour lesquels des données du deuxième trimestre 2021 sont disponibles. Les hausses les plus fortes ont été observées en **Grèce** (-7,7 pp), aux **Pays-Bas** (-7,3 pp) et en **Hongrie** (-7,0 pp). Dans le même temps, il a augmenté faiblement dans deux États membres : en **Suède** (+0,9 pp) et en **Autriche** (+0,2 pp). La diminution du taux d'épargne dans la plupart des États membre s'explique par l'augmentation du revenu disponible brut à un rythme plus rapide que les dépenses de consommation individuelle.



* Le taux d'épargne est défini comme l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut, ce dernier ajusté de la variation des droits à pension.

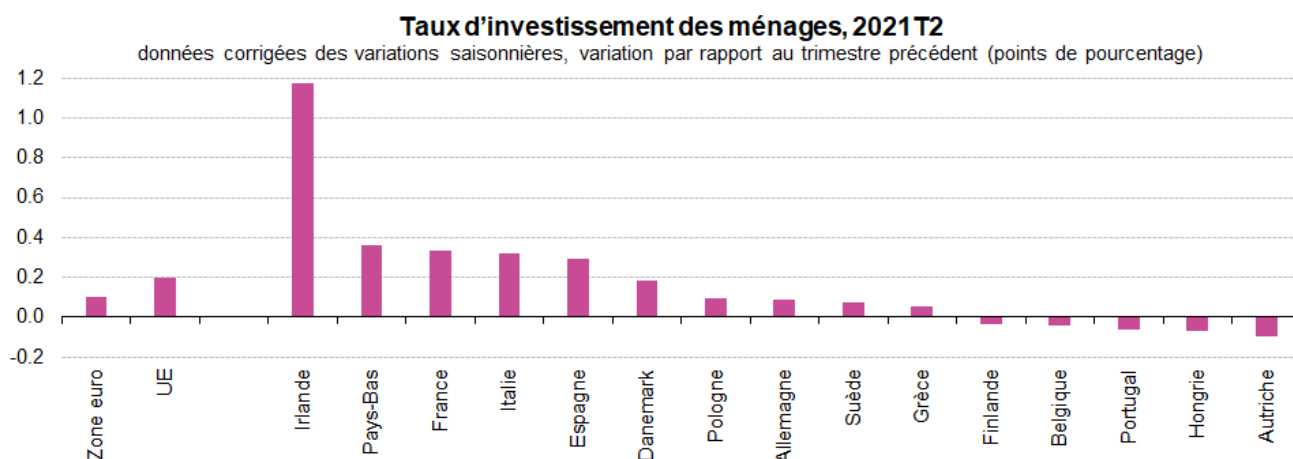
Les données ne sont pas disponibles pour les États membres dont le produit intérieur brut à prix courants est inférieur à 1% du PIB total de l'UE.

ec.europa.eu/eurostat

Taux d'investissement des ménages relativement stable dans la zone euro et dans l'UE, variable dans les États membres

Au deuxième trimestre 2021, le taux d'investissement a augmenté légèrement de 0,1 point de pourcentage dans la **zone euro** et de 0,2 pp dans l'**UE**.

Parmi les États membres pour lesquels des données sont disponibles, dix ont enregistré une hausse du taux d'investissement des ménages, les hausses les plus importantes ayant été enregistrées en **Irlande** (+1,2 pp). Le taux d'investissement des ménages est resté stable dans deux États membres (la **Finlande** et la **Belgique**) et il a diminué de 0,1 pp dans trois autres (l'**Autriche**, la **Hongrie** et le **Portugal**).



Les données ne sont pas disponibles pour les États membres dont le produit intérieur brut à prix courants est inférieur à 1% du PIB total de l'UE.

ec.europa.eu/eurostat

Informations géographiques

La **zone euro** (ZE19) comprend 19 États membres: Belgique, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Malte, Pays-Bas, Autriche, Portugal, Slovaquie, Slovaquie et Finlande; ainsi que la Banque centrale européenne, le Mécanisme européen de stabilité et le Fonds européen de stabilité financière.

L'**Union européenne** (UE27) comprend 27 États membres: Belgique, Bulgarie, Tchéquie, Danemark, Allemagne, Estonie, Irlande, Grèce, Espagne, France, Croatie, Italie, Chypre, Lettonie, Lituanie, Luxembourg, Hongrie, Malte, Pays-Bas, Autriche, Pologne, Portugal, Roumanie, Slovaquie, Slovaquie, Finlande et Suède; plus les institutions de l'UE.

Méthodes et définitions

Le **revenu réel des ménages par habitant** est défini comme le revenu nominal disponible brut ajusté des ménages divisé par la population totale (concept des comptes nationaux) ainsi que par le déflateur (indice des prix) de la dépense de consommation finale des ménages.

La **consommation réelle des ménages par habitant** est définie comme la consommation finale effective des ménages, en termes nominaux, divisée par la population totale (concept des comptes nationaux) ainsi que par le déflateur (indice des prix) de la dépense de consommation finale des ménages.

Les comptes sectoriels européens sont établis conformément au **Système européen des comptes 2010 (SEC 2010)** et couvrent la période courant depuis le premier trimestre 1999. Ces informations proviennent d'un ensemble détaillé de données corrigées des variations saisonnières des comptes européens trimestriels des secteurs publiés par **Eurostat, l'office statistique de l'Union européenne**, et la **Banque centrale européenne** (BCE).

Les secteurs institutionnels regroupent des unités économiques ayant des caractéristiques et un comportement similaire. On distingue les ménages (y compris les institutions sans but lucratif au service des ménages), les sociétés non financières, les sociétés financières, les administrations publiques et le reste du monde. Pour ce dernier, afin de mesurer les opérations extérieures de la zone euro/de l'UE, il est nécessaire de retrancher les flux transfrontaliers au sein de la zone considérée.

Le site web d'Eurostat présente les comptes sectoriels annuels et trimestriels détaillés des États membres de l'Espace économique européen ainsi que certains indicateurs clés publiés environ 120 jours après la fin de chaque trimestre (couvrant également des indicateurs annuels tels que les taux d'endettement). Un sous-ensemble d'indicateurs clés trimestriels est disponible environ 94 jours après la fin de chaque trimestre.

En raison de la conversion en euros, les taux de croissance des agrégats de l'Union européenne peuvent être affectés par les fluctuations des taux de change.

Révisions et calendrier

Une première diffusion, focalisée sur les données des taux d'épargne et d'investissement des ménages dans la zone euro, est publiée 94 jours environ après la fin de chaque trimestre. Par rapport au communiqué de presse [110/2021](#) du 4 octobre 2021 sur les agrégats de la zone euro, le taux d'épargne des ménages corrigés des variations saisonnières pour le deuxième trimestre 2021 a été révisé de 19,0% à 18,9%. Le taux d'investissement a resté inchangé à 9,4%.

Par rapport au communiqué de presse [86/2021](#) du 28 juillet 2021, le taux de croissance du revenu des ménages par habitant, en termes réels, pour le premier trimestre 2021 a été révisé de 0,4% à 0,6% pour la zone euro et est resté inchangé à 1,1% pour l'UE. Le taux de croissance de la consommation des ménages a été révisé de -1,6% à -2,0% dans la zone euro et de -1,5% à -1,6% dans l'UE.

Plus d'informations

[Données trimestrielles](#) et [annuelles](#) d'Eurostat sur les comptes des secteurs ainsi que [principaux indicateurs trimestriels et annuels](#)

[Métadonnées](#) d'Eurostat sur la compilation des comptes européens des secteurs

Données détaillées et méthodologie disponibles sur le [site web d'Eurostat](#) ainsi que sur le site de la [BCE](#)

[Article « Statistics Explained »](#) sur l'impact de la crise de Covid-19 sur les comptes nationaux

[Note](#) relative à l'impact de la crise de COVID-19 sur les comptes nationaux

[Guide](#) sur les comptes des secteurs trimestriels dans le contexte de la crise de COVID-19 et [métadonnées des pays spécifiques](#) à l'impact de la crise de COVID-19 sur les estimations des comptes des secteurs trimestriels

[Calendrier de diffusion](#) des €-indicateurs d'Eurostat


[Code de bonnes pratiques](#) de la Statistique européenne

Service de presse d'Eurostat
María Guadalupe MORENO CABANILLAS


Tél: +352-4301-33 408
eurostat-pressoffice@ec.europa.eu

Plus d'informations sur les données

Angel PANIZO ESPUELAS
Orestis TSIGKAS
Tél: +352-4301-37 306
estat-sector-query@ec.europa.eu

 **Demandes média:** Eurostat media support / Tél: +352-4301-33 408 / eurostat-mediasupport@ec.europa.eu

 [@EU Eurostat](#)

 [@EurostatStatistics](#)

 [@EU Eurostat](#)

 ec.europa.eu/eurostat/

**Indicateurs clés et taux de croissance pour une sélection d'opérations pour les ménages,
données corrigées des variations saisonnières**

| | | Zone euro | | | | UE | | | |
|------|----|-------------------|--------------------------|---|--|-------------------|--------------------------|---|--|
| | | Taux d'épargne, % | Taux d'investissement, % | Croissance réelle du revenu disponible brut ajusté par habitant | Croissance réelle de la consommation finale effective par habitant | Taux d'épargne, % | Taux d'investissement, % | Croissance réelle du revenu disponible brut ajusté par habitant | Croissance réelle de la consommation finale effective par habitant |
| 2010 | T1 | 13,3 | 9,1 | -0,4 | 0,1 | 12,9 | 8,8 | -0,6 | -0,1 |
| | T2 | 13,2 | 9,5 | -0,1 | -0,1 | 12,8 | 9,2 | 0,0 | 0,1 |
| | T3 | 13,3 | 9,3 | 0,2 | 0,2 | 12,9 | 9,1 | 0,4 | 0,3 |
| | T4 | 12,6 | 9,3 | -0,2 | 0,4 | 12,2 | 9,1 | -0,3 | 0,3 |
| 2011 | T1 | 12,5 | 9,4 | -0,4 | -0,4 | 12,0 | 9,0 | -0,5 | -0,4 |
| | T2 | 12,7 | 9,2 | 0,0 | -0,2 | 12,3 | 8,9 | 0,4 | 0,1 |
| | T3 | 12,4 | 9,2 | -0,4 | -0,1 | 11,8 | 9,0 | -0,5 | 0,0 |
| | T4 | 12,9 | 9,1 | 0,0 | -0,5 | 12,2 | 8,8 | -0,1 | -0,4 |
| 2012 | T1 | 12,2 | 8,7 | -0,7 | -0,1 | 11,7 | 8,4 | -0,8 | -0,2 |
| | T2 | 12,4 | 8,8 | -0,6 | -0,7 | 11,8 | 8,5 | -0,3 | -0,4 |
| | T3 | 12,1 | 8,8 | -0,5 | -0,3 | 11,5 | 8,5 | -0,6 | -0,2 |
| | T4 | 11,8 | 8,9 | -0,6 | -0,2 | 11,2 | 8,7 | -0,4 | -0,1 |
| 2013 | T1 | 12,3 | 8,1 | 0,1 | -0,4 | 11,8 | 7,9 | 0,2 | -0,4 |
| | T2 | 12,1 | 8,4 | 0,1 | 0,3 | 11,6 | 8,1 | 0,2 | 0,4 |
| | T3 | 12,0 | 8,5 | -0,1 | 0,1 | 11,6 | 8,2 | 0,1 | 0,1 |
| | T4 | 12,2 | 8,4 | 0,3 | 0,1 | 11,5 | 8,2 | 0,3 | 0,3 |
| 2014 | T1 | 12,5 | 8,4 | 0,2 | 0,0 | 11,7 | 8,1 | 0,2 | 0,1 |
| | T2 | 12,3 | 8,2 | 0,1 | 0,4 | 11,2 | 8,1 | 0,0 | 0,4 |
| | T3 | 12,6 | 8,3 | 0,8 | 0,5 | 11,7 | 8,1 | 1,0 | 0,5 |
| | T4 | 12,3 | 8,2 | 0,1 | 0,4 | 11,6 | 8,0 | 0,3 | 0,5 |
| 2015 | T1 | 12,5 | 8,1 | 0,6 | 0,4 | 11,5 | 7,9 | 0,3 | 0,4 |
| | T2 | 12,2 | 8,0 | 0,1 | 0,4 | 11,3 | 7,9 | 0,3 | 0,4 |
| | T3 | 12,4 | 8,1 | 0,6 | 0,5 | 11,5 | 7,9 | 0,7 | 0,6 |
| | T4 | 12,7 | 8,2 | 0,3 | 0,1 | 11,7 | 8,0 | 0,5 | 0,3 |
| 2016 | T1 | 12,5 | 8,2 | 0,7 | 0,9 | 11,5 | 8,0 | 0,8 | 0,9 |
| | T2 | 12,6 | 8,4 | 0,4 | 0,3 | 11,9 | 8,3 | 0,5 | 0,2 |
| | T3 | 12,4 | 8,4 | 0,2 | 0,4 | 11,7 | 8,2 | 0,3 | 0,5 |
| | T4 | 12,2 | 8,4 | 0,2 | 0,4 | 11,7 | 8,2 | 0,6 | 0,6 |
| 2017 | T1 | 12,1 | 8,5 | 0,2 | 0,3 | 11,4 | 8,4 | 0,0 | 0,2 |
| | T2 | 12,3 | 8,5 | 0,5 | 0,3 | 11,5 | 8,4 | 0,6 | 0,5 |
| | T3 | 12,3 | 8,5 | 0,6 | 0,6 | 11,5 | 8,4 | 0,8 | 0,7 |
| | T4 | 12,6 | 8,5 | 0,6 | 0,2 | 11,2 | 8,5 | 0,1 | 0,4 |
| 2018 | T1 | 12,2 | 8,7 | 0,1 | 0,4 | 11,3 | 8,5 | 0,4 | 0,3 |
| | T2 | 12,5 | 8,7 | 0,6 | 0,3 | 11,6 | 8,5 | 0,7 | 0,5 |
| | T3 | 12,4 | 8,7 | 0,0 | 0,1 | 11,5 | 8,5 | 0,2 | 0,2 |
| | T4 | 12,8 | 8,8 | 0,5 | 0,2 | 11,9 | 8,6 | 0,7 | 0,4 |
| 2019 | T1 | 13,3 | 8,9 | 1,0 | 0,5 | 12,3 | 8,6 | 0,7 | 0,4 |
| | T2 | 13,3 | 8,7 | 0,4 | 0,5 | 12,5 | 8,5 | 0,8 | 0,6 |
| | T3 | 13,0 | 8,8 | 0,2 | 0,5 | 12,1 | 8,7 | 0,2 | 0,5 |
| | T4 | 12,6 | 8,8 | -0,8 | -0,4 | 11,8 | 8,5 | -0,4 | -0,1 |
| 2020 | T1 | 17,0 | 8,6 | 0,9 | -3,3 | 15,7 | 8,4 | 0,6 | -3,0 |
| | T2 | 25,2 | 7,8 | -2,6 | -10,1 | 23,8 | 7,7 | -2,4 | -9,8 |
| | T3 | 17,1 | 8,7 | 3,9 | 12,5 | 16,1 | 8,7 | 3,6 | 11,8 |
| | T4 | 18,9 | 9,2 | -1,2 | -2,9 | 18,3 | 8,9 | -0,5 | -2,4 |
| 2021 | T1 | 21,5 | 9,3 | 0,6 | -2,0 | 20,9 | 8,9 | 1,1 | -1,6 |
| | T2 | 18,9 | 9,4 | 0,7 | 3,3 | 18,1 | 9,1 | 0,3 | 3,1 |

Données sources (comprenant des données non corrigées des variations saisonnières): [nasq_10_ki](#)

**Changement des indicateurs clés pour les ménages au 2021T2
par rapport au trimestre précédent, données corrigées des variations saisonnières**

| | Formation brute de capital fixe (%) | Dépenses de consommation individuelle (%) | Revenu disponible brut (%) | Taux d'épargne* (points de pourcentage) | Taux d'investissement (points de pourcentage) |
|------------------|-------------------------------------|---|----------------------------|---|---|
| Zone euro | 2,5 | 4,4 | 1,1 | -2,6 | 0,1 |
| UE | 2,3 | 4,1 | 0,6 | -2,8 | 0,2 |
| Belgique | 2,2 | 4,2 | 2,7 | -1,2 | -0,0 |
| Tchéquie | 5,0 | 7,9 | 3,1 | -3,8 | 0,2 |
| Danemark | 1,5 | 3,2 | 0,6 | -1,9 | 0,1 |
| Allemagne | 32,3 | 15,9 | 2,2 | -5,0 | 1,2 |
| Irlande | 2,0 | 4,2 | 0,3 | -7,7 | 0,1 |
| Grèce | 2,8 | 4,4 | -1,6 | -5,2 | 0,3 |
| Espagne | 4,4 | 1,1 | 0,8 | -0,2 | 0,3 |
| Italie | 4,2 | 5,4 | 0,3 | -4,1 | 0,3 |
| Hongrie | -2,6 | 2,6 | -1,6 | -7,0 | -0,1 |
| Pays-Bas | 2,1 | 7,6 | -0,8 | -7,3 | 0,4 |
| Autriche | 1,9 | 2,7 | 2,9 | 0,2 | -0,1 |
| Pologne | 2,2 | 1,4 | 0,5 | -0,3 | 0,1 |
| Portugal | 0,0 | 7,5 | 1,1 | -5,4 | -0,1 |
| Finlande | 0,1 | 3,1 | 0,4 | -2,3 | -0,0 |
| Suède | 2,1 | 1,1 | 0,9 | 0,9 | 0,1 |

* Le taux d'épargne est défini comme l'épargne brute divisée par le revenu disponible brut, ce dernier ajusté de la variation des droits des ménages sur les fonds de pension.

Les données pour les ménages ne sont pas disponibles pour les États membres dont le produit intérieur brut à prix courants est inférieur à 1% du PIB total de l'UE.